

LES PRINCIPAUX RESPONSABLES DES ÉGLISES D'ORIENT EN FRANCE

Les auteurs* appellent les diplomates européennes à agir pour faire respecter les droits de ces communautés.

Les chrétiens d'Orient en danger

Villages rasés, massacres collectifs, meurtres de religieux et de civils (femmes, enfants, vieillards), viols, enlèvements, persécutions à grande échelle, églises incendiées, monastères et écoles détruites, les chrétiens d'Orient vivent aujourd'hui dans l'angoisse du lendemain, dans la peur et la souffrance quotidiennes.

Une épuration religieuse massive et silencieuse est en cours en Égypte, en Irak, en Syrie et bientôt peut-être au Liban.

Une stratégie de la terreur est déployée dans cette région du monde, elle vise à éliminer toute présence chrétienne, toute identité multiple, tout souvenir du christianisme et de son rôle historique dans la construction de ces peuples et de ces États. Elle vise à rendre cet espace géopolitique hostile et impénétrable à l'Occident.

Et que font les diplomates européennes ? Elles regardent ailleurs. Elles ne veulent pas entendre l'indicible ou voir l'impensable et se rendent coupables de complicité de crimes à grande échelle, qui prennent le caractère de crimes contre l'humanité. Elles parlent des droits de l'homme, de démocratie et, dans le même temps, elles mènent des politiques qui sont dans les faits aveugles et sourdes à la souffrance humaine lorsqu'il s'agit de chrétiens. Elles combattent à juste titre des régimes au nom des idéaux démocratiques et détournent le regard lorsque des alliés directs ou indirects massacrent uniquement en raison de la religion.

En Égypte, pourquoi ne pas condamner les églises incendiées, les écoles brûlées, les exactions

quotidiennes contre les coptes exercées par les milices des Frères musulmans ?

En Irak, combien de destructions d'écoles et d'églises, combien de massacres impunis de chrétiens sont intervenus par la suite dans l'indifférence de l'Occident ?

Faut-il rester indifférents aux massacres de Syriens, uniquement parce qu'ils sont chrétiens, et à l'enlèvement des deux évêques d'Alep et de prêtres par les groupes islamistes ?

En Terre sainte, le nombre de chrétiens ne cesse de diminuer. Au Liban, pays francophone, les chrétiens deviendront bientôt une minorité ; leur situation instable et précaire conduit nombre d'entre eux à préférer l'exil aux incertitudes sécuritaires et aux pressions des islamistes radicaux.

Nulle pression, nulle protestation ! Les puissances occidentales restent sourdes aux suppliques des responsables et des organisations représentatives, laïcs et religieux, qui tirent les sonnettes d'alarme et demandent une réaction de la France et de l'Europe.

Pourquoi ? Ont-ils anticipé la disparition des chrétiens en Orient ? Ont-ils fait le deuil d'une présence antérieure à l'implantation de l'islam, d'un peuplement historiquement ouvert et bienveillant envers l'Occident ?

Nous lançons un appel à la France, aux Français et à l'ensemble des nations européennes afin que la diplomatie prenne en compte l'existence de populations chrétiennes, de problématiques spécifiques, d'un Orient divers, et agisse désormais pour faire respecter les droits des chrétiens en Orient.

C'est l'intérêt de la France,

de l'Europe, et de la communauté internationale. Les chrétiens d'Orient ont toujours représenté l'antidote de l'extrémisme ainsi qu'un vecteur de tolérance entre les communautés. Leur disparition aboutira à l'exacerbation de l'intolérance et de la violence aux portes de l'Europe.

C'est aussi l'intérêt des populations de cette région du monde. Les chrétiens

Les chrétiens d'Orient ont toujours représenté l'antidote de l'extrémisme ainsi qu'un vecteur de tolérance entre les communautés. Leur disparition aboutira à l'exacerbation de l'intolérance et de la violence aux portes de l'Europe

d'Orient ont toujours vécu en harmonie avec les musulmans et les juifs et ils doivent pouvoir continuer à vivre de façon conviviale et paisible avec toutes les communautés, afin de sauvegarder un Orient multiculturel, qui porte un message universel de paix, de dialogue fécond des cultures et de vivre-ensemble.

La France et l'Europe doivent évaluer leur politique dans cette région du monde et prendre en compte son impact et ses conséquences pour les populations chrétiennes concernées.

Les gouvernements de ces pays, à l'instar de leurs oppositions, doivent désormais être comptables de la survie et de la sécurité des chrétiens. La France comme l'Europe doivent leur aide et leur appui certes à la démocratie, aux droits des femmes mais aussi à la défense des communautés chrétiennes et à leur droit de vivre leur différence dans un espace qu'ils habitent depuis près de deux millénaires.

*Patrick Karam, conseiller régional, ancien délégué interministériel, avec : Daniel Rondeau, écrivain, ancien ambassadeur ; M^{re} Nassar Gemayel, évêque de l'Éparchie maronite de France ; M^{re} Charbel Maalouf, représentant du patriarche grec-catholique (rite melkite) ; M^{re} Abba Athanasios, évêque de l'Église orthodoxe copte française ; pasteur Joël Mikaelian, président de l'Union des Églises évangéliques arméniennes de France ; Patrice Djololian, président du diocèse de l'Église apostolique arménienne de France ; Arménag Aprahamian, Conseil national d'Arménie occidentale ; père Kevork

Assadourian, Église arménienne catholique ; Sona Attamian, Union générale arménienne de bienfaisance (Ugab France) ; Pierre Awad, Association copte d'Europe ; Thomas Aydin, Association culturelle syriaque (Syriens, Irakiens) ; Marc Fromager, directeur de « L'Aide à l'Église en détresse » (AED) ; Moussa Ghanem, Regroupement des associations de Libanais de France (Ralf) ; Adel Gorchy, Association des coptes de France ; Èlie Haddad, Parti « Rassemblement pour le Liban » ; Jérôme Hajjar, Conseil économique de Saint-Julien-le-Pauvre ; Philippe Haroutiounian, Union franco-arménienne ; Pierre Joseph, Union des patriotes syriens (Upsy) ; Arda Kalayjian, Groupe pour la sécurité des Arméniens de Syrie ; Roueida Khoury, Association des chrétiens de Syrie ; Jean Maher, Organisation franco-égyptienne pour les droits de l'homme (Ojedh) ; Rezk Shehata, Laïcité pour tous ; Bassam Tahhan, Rassemblement pour la Syrie (RPS) ; Michel Varton, président de l'organisation Portes ouvertes ; père Èlie Warda, Église syriaque catholique ; Elish Yako, Association d'entraide aux minorités d'Orient.